

Conjoncture

Les activités non-agricoles en berne

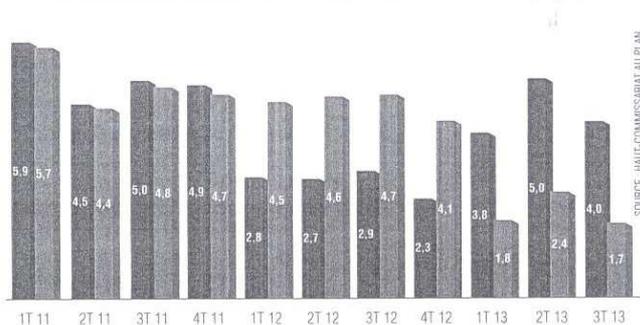
● Dans sa dernière note de conjoncture, la Direction du Trésor et des finances extérieures pointe à son tour la mauvaise performance des activités non-agricoles. Une donne qui risque d'impacter négativement la croissance en 2014, surtout avec la baisse attendue de la contribution du secteur primaire.

Si l'exercice écoulé a été clôturé sur une bonne note avec un taux de croissance correct, cela résulte quasi-exclusivement de la bonne performance de l'agriculture. Les activités non-agricoles, elles, battent de l'aile. Un constat que tous les organismes de statistiques s'accordent à faire. Le dernier en date est la Direction du Trésor et des finances extérieures (DTFE). Dans sa note de conjoncture du mois de janvier, la direction qui relève du ministère de l'Économie et des finances réalise en effet le même constat. En effet, après l'amélioration constatée au cours du deuxième trimestre 2013, les activités non-agricoles ont de nouveau affiché un certain ralentissement. En cause: «le recul d'activité enregistré au niveau de certains secteurs orientés vers le marché domestique, en l'occurrence les BTP, les industries et l'énergie conjugué à une reprise, somme toute modeste, de la croissance au sein de la zone euro et qui n'aurait pas encore induit les effets escomptés au niveau de la demande étrangère adressée au Maroc», explique-t-on auprès de la DTFE.

Baisse de régime

Tous les secteurs d'activités ont souffert de la conjoncture difficile que traverse l'économie du pays. Ainsi, au niveau du secteur minier, et avec l'entrée du marché mondial dans un cycle baissier, la production de phosphate et de ses dérivés a affiché des baisses de 2,1% et 1,5% au terme des dix premiers mois de l'année 2013. Signalons par ailleurs que les ventes d'engrais sur le marché local se sont améliorées pour atteindre 600.000 tonnes en 2013 contre 490.000 en 2012 et 450.000 tonnes en 2011. Même son de cloche du côté des BTP,

Taux de croissance du PIB et du PIB non agricole (EN %)



SOURCE: HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

même si des lueurs d'espoir commencent à se profiler à l'horizon. En effet, après un démarrage difficile lié aux conditions climatiques défavorables et à certaines difficultés conjoncturelles ayant induit un recul des ventes de ciment de plus de 20% au terme du 1er trimestre 2013, le mouvement baissier s'est estompé progressivement à partir du mois d'avril. Une tendance qui s'est traduite par des évolutions positives de 3,4% et 0,1% respectivement au troisième et quatrième trimestre 2013. Sur l'ensemble de l'année, la baisse des ventes de ciment s'est chiffrée à 6,3% au lieu de 1,6% en 2012. S'agissant des perspectives de l'évolution du secteur, et d'après l'enquête publiée par l'Association professionnelle des cimentiers (APC), les professionnels se montrent optimistes et tablent

sur une croissance de la valeur ajoutée du secteur de 4,0% en 2014. En effet, des programmes dédiés à la classe moyenne devraient être lancés à partir du premier trimestre 2014, ce qui est de nature à relancer l'activité de la construction et, partant, la consommation de ciment. D'un autre côté, la consommation d'électricité a renoué avec la croissance et ce, pour la première fois en 2013, en affichant un léger accroissement de 0,2% à fin novembre. Cette évolution résulte particulièrement de la progression de la consommation des ménages (+4,6%) et des distributeurs (+1,1%) tandis que celle de l'utilisation industrielle a marqué un recul de 3,4%.

Résistance !

En revanche, l'activité touristique

poursuit son dynamisme comme en témoigne la performance enregistrée au terme des onze premiers mois de l'année 2013. En effet, le nombre des arrivées de touristes aux postes-frontières a progressé de 6,8% sous l'effet de l'augmentation à la fois des MRE (+8,3%) et des touristes étrangers (+5,5%). Cette tendance favorable est perceptible également au niveau des nuitées réalisées dans les hôtels classés qui se sont raffermies de 8,8% en liaison avec l'accroissement aussi bien au niveau des nuitées réalisées par les touristes non-résidents (+10,2%) que celles réalisées par les touristes résidents (+5,1%). Finalement, la contribution du secteur au PIB est restée quasiment au même niveau qu'en 2012, aux alentours de 7%, et ce en dépit de la conjoncture mondiale difficile qui touche particulièrement les marchés traditionnels émetteurs de touristes à destination du Maroc. Autres secteurs qui maintiennent le cap, ceux liés au transport. Ils continuent en effet d'afficher des résultats encourageants comme en témoigne la progression de 10,8% de l'activité portuaire à fin novembre 2013 et la forte hausse de 17,2% du trafic aérien à fin octobre 2013. Parallèlement à cela, le secteur des télécommunications confirme sa bonne tenue affichée depuis le début de l'année avec une hausse de 5,9% du parc mobile et de 21,8% pour le marché de l'interne au terme du troisième trimestre 2013.

●●●
La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance économique nationale avec une contribution de l'ordre de 3,1 points à la croissance en 2013 contre 3,7 points un an auparavant.

PAR TARIK HARI
t.hari@leseco.ma

Faible contribution de l'investissement à la croissance...

On le sait, la demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance économique nationale avec une contribution de l'ordre de 3,1 points à la croissance en 2013 contre 3,7 points un an auparavant. Un résultat tiré essentiellement par la consommation finale, notamment celle des ménages, qui contribue à la croissance à hauteur de 2,9 points. La part de l'investissement brut, elle, demeure minime avec une contribution d'à peine 0,2 point. Par ailleurs, les échanges extérieurs de biens et services ont maintenu leur contribution positive de 1 point à la croissance économique au troisième trimestre 2013, soit le même niveau que celui enregistré il y a un an. Ce résultat provient de la hausse, en volume, de 5,6% des exportations de biens et services, dépassant celle enregistrée au niveau des importations (+2,0%).